

**RECEPTION A L'ELYSEE DES ASSOCIATIONS DE RAPATRIÉS  
PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

..∞..

**LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Monsieur le Président,

Le 15 février 2017 à Alger, au cours d'une interview donnée à la chaîne Echourouk News, vous avez déclaré : **"[La colonisation est un acte de barbarie]...[c'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie]..."**

Cette déclaration sur laquelle vous n'êtes jamais revenu constitue une très lourde et très infâmante accusation :

1. Contre la France, Etat colonisateur de l'Algérie,
2. Contre ses personnels civils et militaires, le plus souvent métropolitains, qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour instaurer et faire fonctionner une administration permettant le développement sanitaire, social et économique de la province.
3. Enfin, contre les centaines de milliers de civils dont la France a encouragé, facilité et organisé l'installation afin de réaliser une colonie de peuplement, et dont nous sommes les descendants.

Une telle déclaration constitue une terrible et inacceptable accusation à notre égard. Nous la ressentons comme une véritable insulte lancée globalement contre nos ancêtres, notre histoire et nous-mêmes.

Aujourd'hui, à l'approche des commémorations liées au soixantenaire des douloureux événements qui ont accompagné la guerre d'indépendance, provoquant l'exode de la population affectée lourdement par les derniers massacres et qui souhaitait rester française, nous sommes informés de votre possible intention de réunir les associations représentatives de Français d'Algérie.

**Le Cercle algérieniste national qui fédère quarante et un Cercles locaux et qui constitue la plus importante institution de rapatriés, ne saurait s'associer à une telle démarche tant que la communauté qu'il représente sera désignée à l'opprobre des uns et à la vindicte des autres.**

Pour qu'un dialogue fécond puisse s'établir, il doit être sincère et juste, ce que votre déclaration algéroise du 15 février 2017 rend impossible.

Dans l'attente du retrait officiel de votre part des termes de votre déclaration d'Alger, en amont de la réception à l'Elysée des associations de rapatriés, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre profond respect.

Suzy Simon-Nicaise  
Présidente nationale